

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Marie Moret](#)[Collection Moret](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[FAM 1999-09-58](#)[Item Marie Moret à Antoine Piponnier, 10 mai 1897](#)

Marie Moret à Antoine Piponnier, 10 mai 1897

Auteur·e : Moret, Marie (1840-1908)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

5 Fichier(s)

Informations sur le document source

CoteInv. n° 1999-09-58

Collation4 p. (156v, 157r, 158v, 159r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationFamelistère de Guise

Citer cette page

Moret, Marie (1840-1908), Marie Moret à Antoine Piponnier, 10 mai 1897, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 25/12/2025 sur la plate-forme EMAN : <https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/46683>

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e[Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Lieu de rédaction14, rue Bourdaloue, Nîmes (Gard)

Destinataire[Piponnier, Antoine \(1844-1902\)](#)

Lieu de destinationGuise (Aisne) – Famelistère

Description

RésuméRemercie Piponnier pour ses lettres et sa dépêche. Sur l'assemblée générale extraordinaire des associés de l'Association coopérative du capital et du travail du 13 mai 1897 : Marie Moret regrette de ne pouvoir demander à Antoine Piponnier de la représenter ; elle adresse à Piponnier son pouvoir au nom de

madame Denis Proix ; elle indique qu'elle joint à sa lettre le pouvoir d'Émilie Dallet. Sur un conflit au sein du Familistère [l'exclusion d'Albert Louis soumise à l'assemblée générale] : Marie Moret fait référence à l'article 74 des statuts de l'Association relatif à l'exclusion d'un associé ; demande à Piponnier de l'informer du vote de l'assemblée. La copie de la lettre est suivie de la copie de la délégation de Marie Moret à madame Denis Proix pour la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des associés de l'Association du 13 mai 1897.

NotesUn signet portant le nom de Piponnier manuscrit au stylobille est placé entre les folios 156 et 157 du registre de la correspondance ; le signet est rédigé au dos d'un morceau de papier imprimé au nom de Paul Decourcelle, docteur en médecine, conseiller municipal de Guise et candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [vers 1968].

SupportLe nom du destinataire, Piponnier, est manuscrit à la mine de plomb sur la copie de la lettre à la suite de l'appel de la lettre « Cher Monsieur ».

Mots-clés

[Conflit](#), [Familistère](#)

Personnes citées

- [Association coopérative du Familistère](#)
- [Dallet, Émilie \(1843-1920\)](#)
- [Proix \[madame\]](#)

Événements cités[Assemblée générale des associés de l'Association coopérative du capital et du travail \(13 mai 1897, Guise\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/03/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Times le 10 mai 1897

Cher Monsieur, Dyonnet

Je vous remercie vivement de vos
deux lettres et de votre dépêche.

Si rien n'eût entravé mon choix,
c'est vous-même que j'aurais aimé
de bien vouloir me représenter à
l'assemblée générale. Je regrette
vivement de ne pouvoir le faire.

En cette situation, me rendant
à votre avis (dont je vous salue égale-
ment le meilleur gré) je vous envoie
ci-joint ma lettre de délégation au
nom de Madame Phois Denis.

Veuillez en la lui remettant lui
présenter mon cordial bonjour.

Ci-joint, en outre, un mot de
Madame Dallet pour vous et sa
lettre de délégation.

Nous faisons recommander la

pli afin d'éviter autant que possible
quelque erreur ou retard en poste.

— Vous soulever l'idée d'un conflit
possible. Cela me fait consulter les
statuts.

L'article 74, 2^e paragraphe, rend
obligatoires pour l'administration
gérant les mesures d'ordre intérieur
prises par l'article 59 ; et celui-ci
porte : — — — — — 6^e inclusion
d'un associé.

Toute cette affaire est profondément
pénible.

De nos informations, je conclus
que les faits au point de départ ont
été, de leur nature, interprétés de
suite comme tombant sous le coup
de la répression par la loi commune
et ne nécessitant rien d'autre ; autrement,

afin d'éviter autant que possible
d'une erreur ou retard en poste.

Aus soulever l'idée d'un conflit
possible. Cela me fait consulter les
statuts.

L'article 74, 2^e paragraphe, rend
obligatoires pour l'administration
gérant les mesures d'ordre intérieur
fixées par l'article 59 ; et celui-ci
porte : - - - - - 6^e inclusion
d'un associé.

Toute cette affaire est profondément
pénible.

De nos informations, je conclus
que les faits au point de départ ont
été, de leur nature, interprétés de
suite comme tombant sous le coup
de la répression par la loi commune
et ne nécessitant rien autre ; autrement,

on eut pensé sans doute à faire
application des mesures prescrites
article 13 du Règlement, mesures qui
ne comportent pas la possibilité
d'un conflit entre le Conseil et
l'Assemblée.

J'ai trop à cœur ce qui se passe
autour de vous pour n'être pas vive-
ment impressionnée.

Je vous serai infiniment
obligée de nous dire quel sera le
résultat du vote.

Agitez je vous prie, cher Monsieur
pour vous et toute votre famille,
l'expression des bien affectueux sentiments
de nous tous ici.

Marie Godeau

P. En même temps que cette lettre je vous envoie
une dépêche disant: "Vous envoie pli recom-
mandé important délégations. Merci."
indiquées

Madame Proia Denis,

Je vous prie de bien vouloir,
en vertu de l'article 70 des
statuts, me représenter à
l'assemblée générale du
13 courant.

Agitez je vous prie,
Madame, l'expression de
mon meilleur souvenir
et mes remerciements
anticipés pour votre
bon office.

Nîmes, le 10 mai 1897

Y^{ve} B. & G. Gudin